

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 26 novembre 2014

Objet n° 6 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Bernard Clerfayt, Bourgmestre-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Échevins; M. Frederic Nimal, Echevin f.f.; MM. Etienne Noel, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mme Adelheid Byttebier, Échevins; MM. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mmes Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, M. Ibrahim Dönmez, Mmes Derya Alic, Filiz Güles, MM. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mme Angelina Chan, MM. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Mmes Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, MM. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mme Lorraine de Fierlant, M. Abdallah Kanfaoui, Mme Joëlle van Zuylen, M. Quentin van den Hove, Mmes Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, M. Thomas Eraly, Mme Bernadette Vriamont, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: M. Saït Köse, Échevin; Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Halis Kökten, Mme Mahinur Ozdemir, MM. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Bram Gilles, Conseillers communaux.

**#Objet : Règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public -
Modification #**

LE CONSEIL COMMUNAL
Approuvé à l'unanimité.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'Arrêté Royal du 16 mars 1968 relatif à la police de la circulation routière;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu la décision de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 août 2013 portant agrément des opérateurs de carsharing « Zen Car » et « Cambio » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 137 bis de la nouvelle loi communale qui facilite le recouvrement des créances non fiscales par le titre exécutoire que la commune se délivre elle-même;

Revu sa délibération du 25 juin 2014 votant l'instauration du règlement redevance relatif au stationnement réglementé dans l'espace public ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;

Considérant que toute personne domiciliée en Belgique possédant un véhicule immatriculé à l'étranger doit le faire immatriculer en Belgique à l'exception des 5 cas énumérés par l'article 3 de l'Arrêté royal du 20 juillet 2001.

Considérant qu'une adaptation de nos règlements aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;

Considérant que pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement il est opportun d'insérer dans un même règlement les objectifs et modalités relatives au stationnement réglementé.

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins de 18 novembre 2014,

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins :

ARRETE :

Article 1 : Champ d'application

Le présent règlement est applicable à tous les **usagers** de la voie publique.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Article 2 : Définitions

Pour l'application du présent règlement, on entend par :

- **Usager**: le conducteur du véhicule à moteur ou propriétaire de la remorque occupant une place de stationnement ou, à défaut de connaissance de celui-ci, la personne au nom de laquelle ce véhicule est immatriculé.

- **Carte de dérogation** : cette carte donne droit à son titulaire de stationner sur des emplacements conformément aux dispositions reprises dans ce règlement.

- **Carte de stationnement pour personnes handicapées** : carte spéciale délivrée par un organisme officiel conformément à l'A.M. du 07.05.1999, visée à l'article 27.4.3 du code de la route: « Le Ministre des Communications désigne les personnes qui peuvent obtenir la carte spéciale et les autorités habilitées à la délivrer; il en détermine le modèle ainsi que les modalités de délivrance, de retrait et d'utilisation ».

- **Riverain**: personne physique qui a sa résidence principale ou son domicile sur le territoire de la commune et inscrite dans ses registres de la population ou personne redevable de la taxe sur les résidences non principales.

- **Ménage**: est constitué soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de parenté, partagent la même résidence principale, attestée par une composition de ménage.

- **Voitures partagées**: véhicules dont le système d'utilisation est défini par l'article 2.50 de l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique.

- **Zone**: rue ou un ensemble de rues dans lequel un règlement spécifique de stationnement est d'application et dont le commencement ou l'accès ainsi que la fin sont indiqués par un signal prévu à l'article 65.5 du code de la route.

- **Tarif 1** : redevance forfaitaire de 25€ à payer pour l'utilisation d'un emplacement règlementé par période de 4h30 de stationnement si au moment de la vérification, l'agent contrôleur constate que le **tarif 2** n'a pas été réglé ou que le temps imparti par le paiement ou le disque de stationnement est dépassé. Ce tarif sera multiplié par 4 pour les véhicules de plus de 3,5T.

- **Tarif 2** : redevance à payer, par anticipation dès le moment où le véhicule est stationné, pour un emplacement en stationnement payant, en zone rouge, verte ou en zone « événement » selon les modalités et conditions mentionnées sur l'horodateur.

- **Tarif 3** : redevance de 100€ due pour le stationnement en zone de livraison et due en zone de kiss and ride durant la période mentionnée sur la signalisation. Ce tarif sera multiplié par 4 pour les véhicules de plus de 3,5T.

- **Tarif 4** : redevance de 50€ due en zone événement pour l'utilisation d'un emplacement règlementé, si au moment de la vérification, l'agent contrôleur constate que le **tarif 2** n'a pas été réglé ou que le temps imparti par le paiement est dépassé. Ce tarif sera multiplié par 4 pour les véhicules de plus de 3,5T.

- **Agence** : l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que définie dans le chapitre VI de l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.

TITRE I : Dispositions relatives au stationnement règlementé

Article 3 : Généralités

Sur les voiries communales et régionales situées sur le territoire de la commune, le stationnement est règlementé suivant les modalités et conditions mentionnées sur les horodateurs et/ou la signalisation. En ce qui concerne la signalisation zonale utilisée, des panneaux de rappels ne sont pas obligatoires et doivent rester exceptionnels sous peine que leur multiplication entraîne le même nombre de signaux que le système classique où ils sont répétés à tous les carrefours.

La redevance pour le stationnement sur la voie publique est d'application dans les zones réglementées du lundi au samedi de 9h00 à 20h00 sauf si d'autres jours ou plages horaires sont définis par la signalisation ou sur les horodateurs.

Les titulaires de cartes de stationnement bénéficient cependant de dérogations en fonction des autorisations propres aux cartes qui leur ont été délivrées.

Article 4 : Stationnement payant aux emplacements munis d'horodateurs

1. Le stationnement est régi suivant les modalités et conditions mentionnées sur les horodateurs.

a) En zone rouge :

Zone dans laquelle le temps de stationnement est limité à maximum 2 heures et la redevance (**tarif 2**) s'élève à :

Durée	Prix
0h30	0,50 €
1h00	2,00 €
2h00	5,00 €

Un ticket gratuit de 15 minutes pour un stationnement de très courte durée pourra être retiré à l'horodateur suivant les modalités indiquées sur l'appareil.
Seules les **cartes de dérogation** pour les prestataires de soins médicaux urgents sont valables.
En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée, l'**usager** est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance correspondant au **tarif 1**.

b) En zone verte :

Zone dans laquelle la durée de stationnement n'est pas limitée.

La redevance (**tarif 2**) s'élève à :

Durée	Prix
0h15	0,20 €
0h30	0,50 €
1h00	1,00 €
2h00	3,00 €
3h00	4,50€
4h00	6,00€
Par heure supplémentaire	1,50€

Tous les types de **cartes de dérogation** sont valables.

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée, l'**usager** est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance correspondant au **tarif 1**.

c) En zone événement

Rue ou **zone** permettant de diminuer la surcharge de stationnement lors d'événements spécifiques.

Cette **zone** est limitée à une période de stationnement de 4h30. La redevance (**tarif 2**) s'élève à :

Durée	Prix
0h15	1,20 €
0h30	2,50 €
1h00	5,00 €
2h00	10,00 €
3h00	15,00€
4h00	20,00€
4h30	22,50€

En cas de non-paiement de la redevance due ou du dépassement de la durée de stationnement payée, l'**usager** est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant correspond au **tarif 4**.

Les **cartes de dérogation «riverain»** et les autres cartes de dérogation « standard » y sont valables.

2. Le stationnement payant s'applique également aux véhicules en stationnement devant les accès de propriétés et dont le signe d'immatriculation est reproduit lisiblement sur ces accès, dans les zones où les cartes de stationnement **riverains** sont acceptées.

3. La redevance du **tarif 2** est payable par insertion de pièces de monnaie dans l'appareil ou paiement par sms ou smartphone conformément aux indications portées sur l'appareil. L'attention des **usagers** est attirée sur le fait que la configuration des appareils ne permet pas de rendre la monnaie.

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est proportionnelle au montant payé.

4. L'**usager** supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

5. Lorsque l'horodateur est hors d'usage, l'**usager** aura recours à l'horodateur voisin. Le disque de stationnement (2 heures gratuites) sera employé dès l'instant où 2 horodateurs voisins sont hors d'usage.

6. Le ticket de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son entièreté, sur la face interne du pare-brise du véhicule. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte.

7. Lorsque l'agent contrôleur constate qu'aucun ticket délivré par un horodateur situé dans le périmètre du véhicule n'est apposé de la manière décrite au 6. ou que la durée du ticket, délivré sous l'application du **tarif 2** est dépassée, l'option du choix du **tarif 1** est retenue et une notification de paiement de la redevance est déposée.

Lorsque le **tarif 2** a été initialement choisi et que le temps imparti par le paiement de cette redevance est dépassé, les montants déjà acquittés ne pourront être récupérés lorsqu'on est invité à payer le **tarif 1**.

8. Les véhicules, utilisés par des personnes handicapées, sont autorisés à stationner gratuitement et sans

limite de durée lorsque la carte spéciale visée à l'article 27.4.3 du code de la route est apposée à l'avant du véhicule, de telle manière que le côté recto soit clairement visible aux fins de contrôle. La **carte de stationnement pour personnes handicapées** est valable en **zone** rouge, verte, bleue et en **zone** «événement».

Article 5 : Stationnement aux emplacements où s'applique la réglementation de la zone bleue

La **zone** bleue est réglée conformément à l'article 27 du code de la route.

Le temps de stationnement gratuit est limité à deux heures maximum du lundi au samedi inclus de 9h à 20h00, sauf si des modalités particulières sont indiquées sur la signalisation.

Le disque de stationnement doit être placé visiblement derrière le pare-brise à l'heure d'arrivée du véhicule.

L'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire correspondant au **tarif 1** lorsque l'agent de contrôle constate l'absence ou l'usage erroné du disque de stationnement ou que le temps de stationnement gratuit accordé est dépassé ou que le modèle n'est pas conforme au modèle déterminé par le Ministre des Communications.

Toutes les **cartes de dérogation** y sont valables.

Article 6 : Stationnement aux emplacements réservés aux voitures partagées

Sur tous les emplacements réservés aux **voitures partagées**, la marque d'immatriculation du véhicule qui y est stationné doit être enregistrée dans la «banque des données des véhicules» de la Commune ou de l'**Agence**.

Cet enregistrement constitue la **carte de dérogation** «voiture partagée».

Article 7 : Stationnement aux emplacements «zone de livraison»

Une redevance forfaitaire (**tarif 3**) est due en cas de stationnement dans une zone délimitée par un panneau E9a, tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel «payant» précisant la durée du stationnement réglementé.

En dehors de la durée de stationnement prévue sur le panneau, le tarif zonal est d'application.

Article 8 : Procédure de recouvrement

En cas de non respect d'une des dispositions énumérées dans ce règlement, une notification de paiement de la redevance sera apposée sur la face externe du pare-brise ou, à défaut, sur la partie avant du véhicule par un agent contrôleur de la Commune ou de l'**Agence**.

Un délai de maximum 10 jours ouvrables est prévu pour régler la notification de paiement.

A défaut de paiement intégral de la notification dans les temps, un premier rappel sans frais sera envoyé.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs d'un montant de 15,00 € seront réclamés.

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations.

En cas de non paiement par le conducteur, le titulaire de l'inscription auprès du «Service de l'Immatriculation des véhicules» est tenu solidairement et indivisiblement responsable.

Article 9 : Dégradation ou perte du véhicule

Le stationnement réglementé décrit ci-dessus donne droit au stationnement, mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

TITRE II : Cartes de stationnement dites «cartes de dérogation»

Article 10 : Modalités générales

1°/ La **carte de dérogation** doit être apposée d'une manière lisible en son entièreté sur la face interne du pare-brise du véhicule afin de permettre à l'agent contrôleur de vérifier toutes les données de celle-ci. A défaut, la **carte de dérogation** n'a aucune valeur et la notification de paiement de la redevance déposée est due.

2°/ Aussi longtemps que la **carte de dérogation** n'a pas été accordée, aucun **usager** ne pourra se prévaloir de quelque droit que ce soit, lié à celle-ci.

3°/ Les cartes accordées lors d'une première demande ainsi que les cartes dont le renouvellement est demandé après l'expiration de leur validité ne sont effectives que le lendemain de leur enregistrement.

4°/ L'autorité communale n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Ceci est de leur responsabilité. Ils ne pourront dans aucun cas se retourner contre l'autorité communale en cas d'oubli.

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'administration communale au plus tôt 30 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente. En tout état de cause, seules les redevances émises dans les 10 jours ouvrables après la date d'expiration de cette carte pourront être annulées.

5°/ La **carte de dérogation** n'est valable que pour la marque d'immatriculation. Dans le cas des cartes visiteurs, la marque d'immatriculation pourra être remplacée par une autre mention.

6°/ La **carte de dérogation** ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral. Tout duplicata peut être obtenu moyennant le paiement d'une redevance de 5 €.

La **carte de dérogation** doit être restituée dès que le bénéficiaire ne remplit plus les conditions d'octroi. La commune annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

7°/ Dans le cadre d'une coordination optimale et d'une gestion rationnelle, les cartes de dérogation d'autres communes peuvent être reconnues sur le territoire de Schaerbeek. Il s'agit plus précisément des **riverains** d'une commune limitrophe à Schaerbeek, domiciliés dans une des rues limites aux deux territoires et possédant une carte valable délivrée par leur administration, pour autant que leur véhicule se trouve stationné dans une des rues formant la limite entre leur commune et Schaerbeek ou croisant cette limite. Dans ce dernier cas cette tolérance est valable jusqu'au prochain carrefour de part et d'autre de la limite. Le Collège définit la liste des rues.

Article 11 : Carte de dérogation « riverain » et « riverains temporaires »

a) Carte de riverain

La carte de dérogation « **riverain** » est délivrée à la personne inscrite aux registres de la population ou au registre d'attente de la commune ou à la personne reprise au rôle de la taxe sur les résidences non principale de la commune.

En dérogation à ce qui précède, une carte de **riverain** sera octroyée aux **riverains** bruxellois des rues : {rue F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair)}.

Si la personne est dispensée d'inscription, il est tenu compte des attestations délivrées par le Service Public Fédéral de l'Intérieur, Office des Etrangers; le Service Public Fédéral des Affaires Etrangères, le Service du Protocole, ou une Ambassade ou un Consulat pour lequel la personne travaille.

Chaque **ménage** domicilié à la commune peut introduire une demande pour 3 cartes de **riverain**. Le nombre de carte(s) octroyée(s) par **ménage** ne pourra toutefois excéder le nombre de permis présents dans le **ménage**.

La première carte de **riverain** est obtenue au tarif annuel de 28 €.

Le tarif annuel est fixé à 50€ pour la deuxième carte et à 200€ pour la troisième.

Le tarif de base est cependant majoré de 120€ pour tout véhicule de plus de 5,5 m de long. Une carte maximum par **ménage** pour un véhicule de plus de 5.5 m sera délivrée.

Toute nouvelle personne inscrite aux registres de la population à Schaerbeek et/ou en procédure d'immatriculation en Belgique de son véhicule, peut bénéficier d'une carte de **riverain** provisoire pour une durée de 2 mois (renouvelable max 3 x) à partir de sa demande d'inscription dans les registres de la population de la commune

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- la carte d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV.
- la preuve que le véhicule est immatriculé à son nom ou qu'il en dispose de façon permanente, s'il n'en est le propriétaire avec à l'appui la carte verte d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule
- pour un véhicule en leasing : fournir la preuve de ce leasing qui doit mentionner d'une manière explicite le nom du demandeur
- pour les véhicules de société : l'attestation de la société stipulant que le demandeur en est le seul utilisateur.
- pour le véhicule d'une tierce personne, le demandeur doit obligatoirement présenter une copie de la carte verte d'assurance sur laquelle il sera mentionné qu'il est le conducteur principal du véhicule.
- la carte d'identité du demandeur.
- pour la personne en résidence non principale, la preuve de paiement de la taxe.

b) Carte de riverain « temporaire »

Elle est octroyée aux **ménages** domiciliés sur le territoire de Schaerbeek et ayant un besoin ponctuel de stationnement ;

Le prix de la carte est de 5€ par carte pour maximum 63 jours/an.

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- Les documents pré-requis pour l'obtention de la **carte de dérogation riverain**
- voiture louée : contrat de location

Le nombre de cartes se comprend par **ménage** et inclut les cartes de **riverain** et les cartes de **riverain** temporaires. Il ne peut donc être délivré de carte temporaire pour un **ménage** qui détient déjà le nombre maximal de cartes de **riverain**.

Article 12 : Carte de dérogation « autre usager »

La **carte de dérogation** « autre **usager** » est destinée spécifiquement aux :

a) entreprises et indépendants : à savoir, la personne où l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation à Schaerbeek. Par personne, il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les

sociétés reprises à l'article 2 du Code des Sociétés, les institutions publiques, privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance, les asbl)

Elle est valable 1 an. Les tarifs sont les suivants :

- 150 € pour chacune des 5 premières cartes
- 250 € de la 6^{ème} à la 20^{ème} carte
- 500 € de la 21^{ème} carte à la 30^{ème} carte
- 600 € pour chaque carte supplémentaire

L'entreprise désigne un responsable unique pour retirer les **cartes de dérogations** auprès de la commune. L'entreprise distribue les cartes à son personnel selon ses propres règles.

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- les statuts de la société ou extraits de la Banque Carrefour des Entreprises
- une copie de la carte d'identité du gérant, de l'exploitant ou de la personne responsable
- le formulaire de mobilité dûment complété téléchargeable sur www.schaerbeekparking.be
- la carte d'immatriculation du ou des véhicule(s) auprès de la DIV.

b) aux commerçants ambulants

Elle est valable 1 an. Les tarifs sont les suivants :

- 75€ pour stationner un jour/semaine ;
- 150€ pour stationner deux jours/semaine ;
- 350€ pour stationner sept jours/semaine.

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV
- une copie de sa carte d'identité
- sa carte de marchand ambulant

c) aux personnes travaillant sur un chantier temporaire

Il est institué une **carte de dérogation** de 50€ par place donnant droit au stationnement d'une durée de quinze jours.

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- une copie de sa carte d'identité
- un devis signé des travaux

d) aux écoles agréées et crèches publiques

Elle est valable 1 an et peut être obtenue au tarif de 75€.

La demande doit être introduite par le chef de l'établissement ou son représentant et être accompagnée soit d'un plan de déplacement scolaire, soit d'un équivalent.

Le demandeur doit produire les documents suivants:

- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV
- une copie de la carte d'identité du chef de l'établissement ou de son représentant

e) aux automobilistes visiteurs

Une redevance de 3 euros par jour est instituée.

Cette **carte de dérogation** peut être octroyée sous forme de ticket à gratter. Elle est valable en zone, verte et bleue.

Pour l'utilisation du ticket, il suffit à l'automobiliste d'y mentionner le numéro d'immatriculation du véhicule, de gratter la case du mois, celle du jour d'arrivée et d'apposer le ticket de manière visible sur la face interne de son pare-brise avant. Ainsi placé, le ticket autorise le stationnement pour la journée.

Ce ticket peut être obtenu auprès des points de vente déterminés par le Collège.

f) aux entreprises et ménages schaerbeekois propriétaires d'un véhicule de plus de 3,5 tonnes :

Une carte de stationnement d'une validité d'un an de 500€ est instituée.

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- une copie de sa carte d'identité
- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV

Article 13 : Cartes de dérogation « standard »

A) Carte de dérogation « prestataire de soins médicaux urgents »

Cette **carte de dérogation** est destinée aux prestataires de soins médicaux urgents.

Elle a une validité d'un an et est accordée au tarif de 200€.

La **carte de dérogation** doit être apposée de façon visible sur le pare-brise avant du véhicule. Elle est accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

Sont considérées comme personnes dispensant des soins médicaux urgents, les personnes prodiguant des soins médicaux et possédant un numéro INAMI, lorsqu'elles sont amenées à dispenser immédiatement un secours approprié à toute personne dont l'état de santé par suite d'un accident ou d'une maladie soudaine ou de la complication soudaine d'une maladie requiert une intervention urgente. Cette carte est valable sur tout le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- une copie de sa carte d'identité
- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV
- la preuve qu'il dispose d'un numéro INAMI en tant que dispensateur de soins individuels

B) Carte de dérogation « prestataire de soins médicaux non urgents »

Cette **carte de dérogation** est destinée aux prestataires de soins médicaux non urgents.

Elle a une validité d'un an et est accordée au tarif de 75€.

L'utilisation de cette carte est soumise à l'obligation d'afficher clairement sur le pare-brise avant du véhicule. Elle est accompagnée de la mention « en cours d'intervention » et du disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée du prestataire de soins.

Les prestataires de soins non urgents incluent également les vétérinaires.

Cette carte peut être utilisée en zone verte, bleue et en zone « événement ».

Le demandeur doit produire les documents suivants :

- une copie de sa carte d'identité
- le certificat d'immatriculation du véhicule auprès de la DIV
- la preuve que le véhicule du prestataire de soins est lié aux organisations reconnues par la Commission communautaire française, la Commission communautaire flamande ou la Commission communautaire commune

C) Carte de dérogation « voiture partagée »

Les cartes de dérogations pour les véhicules partagés seront délivrées par l'**Agence** de Stationnement, rue Gabrielle Petit 32, à 1080 Bruxelles.

Cette **carte de dérogation** est destinée spécifiquement aux exploitants des véhicules à moteur affectés au système de **voitures partagées** agréé telles que définies à l'article 2 définitions « **voitures partagées** ».

Le prix de la carte est fixé à 5€ par véhicule par an.

Chaque **carte de dérogation** est liée à un seul numéro de plaque d'immatriculation. Elle n'est valable que lorsque le véhicule est en cours d'utilisation par un client payant le service d'une voiture partagée.

Cette carte peut être utilisée en zone verte, bleue, en zone « événement » ainsi que sur les emplacements réservés aux **voitures partagées**.

Article 14 : La carte de dérogation « intervention »

Cette carte est délivrée aux personnes physiques ou morales qui démontrent leurs besoins en intervention, de par leur profession, dans plusieurs secteurs de stationnement de la Région et qui fournissent des éléments de preuve à cet égard.

La liste des professions est approuvée par le collège de Schaerbeek.

Cette carte peut être utilisée en zone bleue, verte. Le prix de la carte est fixé à 90€/mois.

Article 15 : Dispositions particulières

1) Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégories DIV) :

- remorque (tout type)
- autocaravane de plus de 5,5 m
- dépanneuse
- véhicule grue
- matériel agricole
- motoculteur
- matériel industriel
- tracteurs

il ne sera pas octroyé de carte de stationnement.

2) Le stationnement est gratuit pour les véhicules communaux, régionaux, communautaires, du CPAS, du Foyer schaerbeekois et des véhicules de police dans l'exercice de la fonction publique.

TITRE III. Dispositions finales

Article 16 :

La présente délibération sort ses effets le 5^{ième} jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 25 juin 2014 visée en préambule.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 26 novembre 2014.

Par le Conseil:

David Neuprez
Secrétaire Communal

Bernard Clerfayt
Bourgmestre-Président

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 26 november 2014

Voorwerp nr 6 van de agenda

AANWEZIG: H. Bernard Clerfayt, Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Bernard Guillaume, Denis Grimberghs, Schepenen; H. Frederic Nimal, Schepen wnd.; HH. Etienne Noel, Sadik Köksal, Michel De Herde, Mohamed El Arnouki, Mevr. Adelheid Byttebier, Schepenen; HH. Georges Verzin, Jean-Pierre Van Gorp, Mevr. Laurette Onkelinx, Isabelle Durant, H. Ibrahim Dönmez, Mevr. Derya Alic, Filiz Güles, HH. Abobakre Bouhjar, Yvan de Beaufort, Mevr. Angelina Chan, HH. Mohamed Echouel, Yves Goldstein, Mevr. Catherine Moureaux, Döne Sönmez, Jamila Sanhayi, Sophie Querton, Debora Lorenzino, HH. Burim Demiri, Axel Bernard, Seydi Sag, Mevr. Lorraine de Fierlant, H. Abdallah Kanfaoui, Mevr. Joëlle van Zuylen, H. Quentin van den Hove, Mevr. Barbara Trachte, Berrin Saglam, Asma Mettioui, H. Thomas Eraly, Mevr. Bernadette Vriamont, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: H. Saït Köse, Schepen; Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Halis Kökten, Mevr. Mahinur Ozdemir, HH. Mohamed Reghif, Hasan Koyuncu, Bram Gilles, Gemeenteraadsleden.

#Objet : Retributiereglement betreffende het gereglementeerd parkeren in de openbare ruimte - Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Goedgekeurd met eenparigheid van stemmen.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de het Koninklijk Besluit van 16 maart 1968 betreffende de politie over het wegverkeer;

Gelet op de het Koninklijk Besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de Wegcode);

Gelet op het bijkomend reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden betreffende het wegverkeer;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

Gelet op het Ministerieel Besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op de Ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaats aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementair luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op de beslissing van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap van 30 augustus 2013 houdende erkenning van de carsharingoperatoren "Zen Car" en "Cambio";

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december wijzigend het Besluit van 18 juli 2013 betreffende de gereglementeerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten;

Gelet op de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;

Gelet op artikel 137 bis van de nieuwe gemeentewet die de invordering van niet-fiscale rechten vergemakkelijkt door een uitvoerend verklarende titel afgeleverd door de gemeente;

Herziende zijn raadsbesluit van 25 juni 2014 stemmend de invoering van het retributiereglement betreffende het gereglementeerd parkeren in de openbare ruimte;

Overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen dient te worden nagestreefd, en daarom een retributie dient te worden vastgesteld in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeerperiode;

Overwegende dat elke persoon die in België verblijft en die over een voertuig beschikt dat is ingeschreven in het buitenland deze moet laten inschrijven in België met uitzondering van de 5 gevallen opgesomd in artikel 3 van het Koninklijk Besluit van 20 juli 2001.

Overwegende dat een aanpassing van onze reglementen aan de verschillende wetgevende en technische veranderingen die onlangs werden doorgevoerd noodzakelijk blijkt;

Overwegende dat, voor een betere leesbaarheid van de parkeerproblematiek, het nuttig is om in dit reglement het geactualiseerde reglement inzake de gemeentelijke parkeerkaarten toe te voegen;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 november 2014;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen:

BESLUIT :

Artikel 1 : Toepassingsgebied

Dit reglement is van toepassing op alle **gebruikers** van de openbare weg.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Artikel 2 : Definities

Voor de toepassing van dit reglement verstaat men onder:

- **Gebruiker:** de bestuurder van het motorvoertuig of houder van een aanhangwagen dat geparkeerd staat of, indien deze onbekend is, de persoon op wiens naam dit voertuig ingeschreven staat.
- **Vrijstellingskaart:** deze kaart geeft aan de houder het recht te parkeren op de parkeerplaatsen overeenkomstig de bepalingen opgenomen in dit reglement.
- **Parkeerkaart voor personen met een handicap:** speciale kaart afgeleverd door een officiële instantie overeenkomstig het M.B. van 07.05.1999, bedoeld in artikel 27.4.3. van de wegcode : "De minister van Verkeerswezen wijst de personen aan die de speciale kaart kunnen verkrijgen en de overheden die bevoegd zijn om ze af te leveren; hij bepaalt er het model van, alsmede de voorwaarden van afgifte, van intrekking en van gebruik."
- **Bewoner:** fysieke persoon met hoofdverblijfplaats of woonplaats op het grondgebied van de gemeente en ingeschreven in het bevolkingsregister van die gemeente of onderworpen zijn aan de belasting op andere dan hoofdverblijven.
- **Gezin:** is samengesteld hetzij uit een persoon die gewoonlijk alleen woont, hetzij door twee of meerdere personen die, al dan niet verbonden door bloedverwantschap, hetzelfde hoofdverblijf delen, bewezen door een gezinssamenstelling.
- **Gedeelde voertuigen:** het gebruikssysteem van een voertuig zoals bepaald in artikel 2.50 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemene regelgeving op de politie over het wegverkeer en het gebruik van de openbare weg
- **Zone:** alle straten waarin een specifiek parkeerreglement van toepassing is en waarvan het begin of de toegang alsook het einde aangegeven worden door een teken waaraan de zonale geldigheid werd toegekend zoals voorzien in artikel 65.5 van de wegcode.
- **Tarief 1 :** retributie van 25,00 € te betalen voor het gebruik van een betalende parkeerplaats per parkeerperiode van 4u30, indien bij een verificatie, de controleagent vaststelt dat het **tarief 2** niet betaald werd of dat de tijd toegestaan door de betaling van dit **tarief** of van de parkeerschijf overschreden is. Dit tarief wordt met 4 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 3,5T.
- **Tarief 2 :** retributie betalen, bij voorbaat zodra het voertuig geparkeerd staat, voor een betalende parkeerplaats, in rode-, in groene- of in "evenementenzone" volgens de modaliteiten en voorwaarden vermeld op de parkeerautomaat.
- **Tarief 3 :** retributie van 100€ is verschuldigd voor het parkeren in leveringszone en in de kiss and ride zone gedurende de aangegeven parkeertijd op de signalisatieborden. Dit tarief wordt met 4 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 3,5T.
- **Tarief 4 :** retributie van 50€ is verschuldigd in evenementen zone indien bij een verificatie, de controleagent vaststelt dat het **tarief 2** niet betaald werd of dat de tijd toegestaan door de betaling van dit tarief overschreden is. Dit tarief wordt met 4 vermenigvuldigd voor voertuigen van meer dan 3,5T.
- **Agentschap:** Het Brussels Hoofdstedelijk **Agentschap**, zoals bepaald in Hoofdstuk VI van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende organisatie van het parkeerbeleid en oprichting van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk **Agentschap**.

TITEL 1 : Bepalingen betreffende het gereglementeerd parkeren.

Artikel 3 : Modaliteiten

Op de gemeente- en gewestwegen gelegen op het grondgebied van de gemeente, wordt het parkeerbeleid geregeld volgens de modaliteiten en voorwaarden vermeld op de parkeerautomaten en/of de signalisatie. Wat betreft de **zoneborden**, herhalingsborden ervan zijn niet verplicht en moeten op uitzonderlijke wijze worden aangebracht zonder dat de vermenigvuldiging het aantal signalisatieborden bij het gebruikelijke systeem, waar ze herhaald worden bij elke kruising, overtreft.

De retributie voor het parkeren op de openbare weg is van toepassing in de gereglementeerde **zones** van maandag tot zaterdag van 9u00 tot 20u00 tenzij er andere dagen of uurregeling vermeld staan op de signalisatieborden of op de parkeerautomaten.

De kaarthouders genieten echter enkel van de vrijstellingen op basis van de specifieke kaarten die hen zijn uitgegeven.

Artikel 4 : Betalend parkeren op plaatsen voorzien van parkeerautomaten

1. Het parkeren geschiedt op de wijze en onder de voorwaarden die op parkeerautomaten zijn vermeld.

a) In een rode zone:

Zone waarin de parkeertijd wordt beperkt tot maximum 2u en de retributie (**tarief 2**) bedraagt:

Duur	Prijs
0u30	0,50 €
1u00	2,00 €
2u00	5,00 €

Een gratis ticket van 15 minuten voor het parkeren van zeer korte duur kan door het parkeerautomaat worden afgeleverd op de manier vermeldt op het apparaat.

Enkel de **vrijstellingskaarten** voor dringende medische zorgverleners worden toegestaan.

In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duurtijd van de betaalde parkeertijd wordt de **gebruiker** geacht te hebben gekozen voor de betaling van een retributie overeenkomstig **tarief 1**.

b) In een groene zone:

Zone waarin de parkeertijd niet wordt beperkt.

De retributie (**tarief 2**) bedraagt:

Duur	Prijs
0u15	0,20 €
0u30	0,50 €
1u00	1,00 €
2u00	3,00 €
3u00	4,50€
4u00	6,00€
Per extra uur	1,50€

Alle type **vrijstellingskaarten** worden toegestaan.

In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duurtijd van de betaalde parkeertijd wordt de **gebruiker** geacht te hebben gekozen voor de betaling van een retributie overeenkomstig **tarief 1**.

c) In een evenementenzone

Straat of **zone** om de overbevolking van de parkeerplaatsen tijdens specifieke gebeurtenissen te voorkomen.

De parkeertijd in evenementen**zone** is beperkt tot een periode van 4u30. De retributie (**tarief 2**) bedraagt:

Duur	Prijs
0u15	1,20 €
0u30	2,50 €
1u00	5,00 €
2u00	10,00 €
3u00	15,00€
4u00	20,00€
4u30	22,50€

In geval van niet-betaling van de verschuldigde retributie of in geval van overschrijding van de duurtijd van de betaalde parkeertijd, wordt de **gebruiker** geacht te hebben gekozen voor de betaling van een retributie overeenkomstig **tarief 4**.

De **vrijstellingskaarten** "**bewoners**" en de andere **vrijstellingskaarten** "standaard" zijn er geldig.

2. Het betalend parkeren is ook van toepassing op de voertuigen die geparkeerd staan voor de inrij van eigendommen en waarvan het inschrijvingsteken van dit voertuig leesbaar op die inrij is aangebracht, in de **zones** waar de **bewonerskaarten** worden aanvaard.

3. De retributie van **tarief 2** dient betaald te worden door het invoeren van muntstukken in het toestel of door betaling per sms of smartphone overeenkomstig de aanwijzingen op het toestel. De aandacht van de **gebruikers** wordt gevestigd op het feit dat de configuratie van de toestellen het niet toelaat om geld terug te geven.

De betaling van de retributie geeft recht op een onafgebroken parkeerperiode waarvan de duur evenredig is met het betaalde bedrag.

4. De **gebruiker** draagt de gevolgen die zouden kunnen voortvloeien uit een onregelmatig gebruik van het toestel of uit de beschadigingen die hij eraan zou hebben aangebracht.

5. Als het parkeerautomaat buiten gebruik is, zal de **gebruiker** de naburige parkeerautomaat gebruiken. De parkeerschijf (gratis parkeertijd van 2 uur) dient te worden gebruikt van zodra de 2 naburige parkeerautomaten buiten gebruik zijn.

6. Het parkeerticket afgeleverd door de parkeerautomaat moet duidelijk en volledig zichtbaar achter de voorruit van het voertuig geplaatst worden. Indien dit niet het geval is, zal geen enkele klacht in rekening worden genomen.

7. Wanneer de controleagent vaststelt dat geen enkel ticket afgeleverd door een parkeerautomaat in de buurt van het voertuig geplaatst is op de wijze beschreven in 6. of dat de duur van het ticket, afgeleverd

onder toepassing van **tarief 2** overschreden is, wordt de keuzeoptie van **tarief 1** weerhouden en wordt een notificatie tot betaling van de retributie achtergelaten.

Wanneer **tarief 2** aanvankelijk gekozen werd en de tijd toegekend door de betaling van deze retributie overschreden is, zullen de reeds betaalde bedragen pas gerecupereerd worden wanneer men gevraagd wordt om **tarief 1** te betalen.

8. De voertuigen gebruikt door personen met een handicap, mogen gratis en zonder tijdsbeperking parkeren op de parkeerplaatsen voorzien van parkeerautomaten, wanneer de speciale kaart bedoeld in artikel 27.4.3 van de wegcode aan de voorzijde van het voertuig op zodanige wijze wordt aangebracht dat haar voorzijde duidelijk zichtbaar is voor controle. De **parkeerkaart voor personen met een handicap** is geldig in een rode-, groene-, blauwe **zone** en in een evenementenzone.

Artikel 5 : Parkeren op plaatsen waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is

De blauwe **zone** wordt gereguleerd conform het artikel 27 van de Wegcode.

De gratis parkeertijd in de blauwe **zone** wordt beperkt tot maximaal twee uur van maandag tot en met zaterdag van 9u tot 20u, behalve indien bijzondere modaliteiten worden aangegeven op de signalisatieborden.

De parkeerschijf moet zichtbaar achter de voorruit geplaatst worden op het uur van aankomst van het voertuig.

Wanneer de controleagent de afwezigheid of het verkeerd gebruik van de parkeerschijf vaststelt of indien de gratis toegestane parkeertijd overschreden is of het model niet overeenkomt met het model vastgelegd door de Minister van Verkeerswezen, wordt de **gebruiker** geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie overeenkomstig **tarief 1**.

Alle **vrijstellingskaarten** zijn hier geldig.

Artikel 6 : Parkeerplaatsen voorbehouden voor gedeelde voertuigen

Op alle parkeerplaatsen voorbehouden voor **gedeelde voertuigen**, moet de kentekenplaat van het voertuig dat er geparkeerd staat geregistreerd zijn in de "gegevensbank van de voertuigen" van de Gemeente of van het **Agentschap**.

Deze registratie is dan de **vrijstellingskaart** "autodelen".

Artikel 7 : Parkeren op parkeerplaatsen "leveringszone"

Een forfaitaire retributie (**tarief 3**) is verschuldigd bij het parkeren in een **zone** aangegeven door verkeersbord E9 a, zoals gedefinieerd in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met onderbord « betalend » met precisering van de duur van de gereguleerde parkeertijd.

Buiten de weergegeven parkeertijd op het paneel, is het zonale **tarief** van toepassing.

Artikel 8 : Invorderingsprocedure

Bij het niet naleven van een van de voorschriften opgesomd in dit reglement, zal een controleagent van de Gemeente of van het **Agentschap** een notificatie tot betaling van de retributie achterlaten op de voorruit of, bij gebrek, op het voorste deel van het voertuig.

Een termijn van maximaal 10 werkdagen wordt voorzien om de notificatie tot betaling van de retributie te regelen. Bij het ontbreken van integrale betaling van de notificatie in de tijd, zal een eerste kosteloze herinnering worden opgestuurd.

Indien een tweede herinnering nodig blijkt, zullen administratieve kosten worden aangerekend voor een bedrag van 15,00 €.

Vervolgens en steeds in geval van niet-betaling, zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

De kosten, rechten en uitgaven gemaakt voor de invordering van de verschuldigde bedragen vallen ten laste van de schuldpllichtige van de retributie en zullen toegevoegd worden aan het initieel verschuldigd bedrag (bedrag van de retributie en administratieve kosten) door de debiteur. Deze kosten, rechten en uitgaven worden berekend overeenkomstig het koninklijk besluit van 30 november 1976 dat het tarief vastlegt van de akten verricht door de gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van sommige uitkeringen.

Bij niet-betaling door de bestuurder, zal de gerechtigde van de inschrijving bij de "Dienst Inschrijvingen Voertuigen" hoofdelijk en ondeelbaar verantwoordelijk worden geacht.

Artikel 9 : Beschadiging of verlies van voertuig

Het hierboven beschreven gereguleerd parkeren geeft recht op parkeren, maar niet op enig toezicht. Het gemeentebestuur kan niet aansprakelijk worden geacht voor beschadiging of verlies van een voertuig.

Titel II : De parkeerkaarten genaamd "Vrijstellingskaarten"

Artikel 10 : Algemene modaliteiten:

1°/ De **vrijstellingskaart** dient volledig en goed leesbaar geplaatst te worden op de binnenzijde van de voorruit van het voertuig zodat de controleagent alle gegevens van deze zegel kan nakijken. Bij gebreke,

heeft de **vrijstellingskaart** geen enkele waarde en is de achtergelaten notificatie tot betaling van de retributie verschuldigd.

2°/ Zolang de **vrijstellingskaart** niet werd toegekend, kan geen enkele **gebruiker** zich beroepen op enig recht hieraan verbonden.

3°/ De kaarten die werden toegekend bij een eerste aanvraag alsook de kaarten waarvan verlenging is aangevraagd na einde van de geldigheidsperiode zijn pas werkzaam de dag na hun registratie.

4°/ De gemeentelijke overheid is niet verplicht om de houders te verwittigen over het verstrijken van de geldigheid van hun kaart. Dit is hun eigen verantwoordelijkheid. Ze zullen geenszins actie kunnen ondernemen tegen de gemeentelijke overheid in het geval van verzuim.

Elke aanvraag van vernieuwing kan bij het gemeentebestuur worden ingediend ten vroegste 30 werkdagen voor verval van de vorige kaart. In ieder geval, enkel de retributies uitgegeven binnen de 10 werkdagen na vervaldatum van deze kaart kunnen worden geannuleerd.

5°/ De **vrijstellingskaart** is slechts geldig voor de kentekenplaat. De kentekenplaat kan echter worden vervangen door een andere vermelding in geval van de **vrijstellingskaarten** "bezoekende automobilisten".

6°/ De **vrijstellingskaart** zal slechts worden toegekend na eenmalige betaling van het integrale bedrag. Ieder duplicaat kan worden bekomen tegen betaling van een retributie van 5€

De **vrijstellingskaart** moet worden teruggegeven van zodra de begunstigde niet meer aan de toekenningsvoorwaarden voldoet. De gemeente annuleert van rechtswege de **vrijstellingskaarten** waarvoor de aanvrager de voorwaarden zodanig heeft gewijzigd dat het niet meer beantwoordt aan de toekenningscriteria.

7°/ In het kader van een optimale coördinatie en een rationeel beheer, kunnen de **vrijstellingskaarten** van andere gemeenten erkend worden op het grondgebied van de gemeente. In het bijzonder de **bewoners** van een aangrenzende gemeente met Schaarbeek, gedomicilieerd in één van de grensstraten van de twee grondgebieden en bezittend een geldige gemeentelijke parkeerkaart afgeleverd door hun gemeentebestuur, in zoverre hun geparkeerd voertuig zich bevindt in één van de straten welke de grens vormt met hun gemeente en Schaarbeek of deze kruist. In dit laatste geval is deze tolerantie geldig tot aan het eerstvolgende kruispunt voorbij de grens. Het College bepaalt de lijst met straten.

Artikel 11 : Vrijstellingskaart "bewoner" en "tijdelijke bewoner"

a) Bewonerskaart

De **vrijstellingskaart "bewoner"** wordt afgeleverd aan de persoon die is ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de gemeente of opgenomen in het kohier van de belasting op andere dan hoofdverblijven.

In afwijking van dit voorgaande, een **bewonerskaart** wordt toegekend aan de Brusselse **bewoners** in de F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers).

Als de aanvrager vrijgesteld is van inschrijving, worden attesten aanvaard afgeleverd door de Federale Openbare Dienst (FOD) Binnenlandse Zaken, de FOD Vreemdelingenzaken, de FOD Buitenlandse Zaken, de dienst Protocol of een ambassade of consulaat waarvoor de aanvrager werkt.

Elk **gezin** woonachtig in de gemeente mag een aanvraag indienen voor 3 **bewonerskaarten**. Het aantal toegestane kaarten per **gezin** mag niet meer zijn dan het aantal aanwezige rijbewijzen binnen het **gezin**. De eerste **bewonerskaart** wordt verkregen aan een jaarlijks tarief van 28 €.

Het jaarlijkse **tarief** is vastgesteld op 50 € voor de tweede kaart en op 200 € voor de derde kaart.

In ieder geval zal het basistarief worden verhoogd met 120 € bij een voertuig met een lengte van meer dan 5,5m. Er zal maximaal één kaart per **gezin** worden afgeleverd voor voertuigen van meer dan 5,5m.

Ieder nieuw ingeschreven persoon in het Bevolkingsregisters van Schaarbeek en/of wiens voertuig deel uitmaakt van een inschrijvingsprocedure, kan beschikken over een voorlopige **bewonerskaart** gedurende 2 maanden (maximaal 3x hernieuwbaar) te tellen vanaf zijn aanvraag tot inschrijving in het bevolkingsregister van de gemeente.

De aanvrager moet de volgende documenten kunnen voorleggen:

- kentekenbewijs van het voertuig bij de DIV.
- het bewijs dat het voertuig is ingeschreven op zijn naam of indien de aanvrager niet de eigenaar is, dat hij permanent over het voertuig beschikt, aan de hand van de groene verzekeringskaart waarop wordt vermeld dat hij de hoofdbestuurder is van het voertuig
- voor een leasingwagen: het bewijs van leasing die de naam van de aanvrager expliciet moet vermelden
- voor de bedrijfswagens: een attest van de onderneming dat aantoonst dat de aanvrager de enige **gebruiker** is.
- voor een voertuig op naam van een derde persoon: de aanvrager is verplicht een kopie voorleggen van de groene verzekeringskaart met vermelding dat betrokkene de hoofdbestuurder van het voertuig is.
- de identiteitskaart van de aanvrager.
- voor de personen in een andere dan hoofdverblijf, het bewijs van betaling van de belasting.

b) "Tijdelijke" bewonerskaart

Ze wordt toegekend aan een **gezin** gedomicilieerd op het grondgebied van Schaarbeek en die op een welbepaald moment nood hebben aan een parkeerplaats;

De prijs van de kaart is 5 € per kaart voor maximaal 63 dagen/jaar.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- eventueel één van de vereiste documenten voor het bekomen van de **vrijstellingskaart "bewoner"**
- gehuurd voertuig: huurcontract

Het aantal **vrijstellingskaarten** wordt berekend per **gezin** en omvat de **vrijstellingskaarten "bewoner"** en "tijdelijke bewoner". Er kan dus geen tijdelijke kaart afgeleverd worden voor een **gezin** dat reeds het maximale aantal **vrijstellingskaarten "bewoner"** bezit.

Artikel 12 : De vrijstellingskaart « overige gebruiker »

De **vrijstellingskaart "overige gebruiker"** is specifiek bestemd voor:

a) bedrijven en zelfstandigen: te verstaan, de persoon of onderneming hebbende zijn maatschappelijke of exploitatiezetel te Schaarbeek. Onder persoon dient men te verstaan de titularis van een vrij of zelfstandig beroep. Onder onderneming verstaat men ieder rechtspersoon met om het even welk statuut (de ondernemingen uit artikel 2 van het Wetboek der vennootschappen, de openbare en private instellingen, de inrichtingen voorbehouden aan erediensten bedoeld in de wet op de temporalien van de erediensten, de onderwijsinstellingen die niet-verplicht onderwijs aanbieden, de ziekenhuizen, poliklinieken en hulpverleners, de liefdadigheidsinstellingen en de VZW's).

Ze is 1 jaar geldig. De tarieven zijn de volgende:

- 150 € voor elk van de eerste 5 kaarten;
- 250 € vanaf de 6^{de} tot de 20^{ste} kaart
- 500 € vanaf de 21^{ste} tot de 30^{ste} kaart
- 600 € voor elke bijkomende kaart;

Het bedrijf benoemt een unieke verantwoordelijke aan om de **vrijstellingskaarten** af te nemen bij de gemeente. Het bedrijf verdeelt de kaarten aan haar personeel volgens haar eigen regels.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- de statuten van de onderneming of uittreksel uit de Kruispuntbank der Ondernemingen
- een kopij van de identiteitskaart van de zaakvoerder, de uitbater of de verantwoordelijke
- het ingevulde mobiliteitsformulier te verkrijgen op www.schaarbeekparking.be
- kentekenbewijs DIV van het voertuig of voertuigen.

b) aan leurahandelaars

Ze is één jaar geldig. De tarieven zijn de volgende:

- 75 € dat recht geeft op één dag parkeren per week;
- 150 € dat recht geeft op twee dagen parkeren per week;
- 350 € dat recht geeft op zeven dagen parkeren per week.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- het inschrijvingsbewijs DIV van het voertuig
- een kopij van zijn identiteitskaart
- een kopij van zijn leurahandelaarskaart

c) aan personen die op een tijdelijke werf werken.

Er wordt een **vrijstellingskaart** van 50 € opgelegd per plaats die recht geeft op parkeren voor een periode van twee weken.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- een kopij van zijn identiteitskaart
- een voor akkoord ondertekend bestek

d) aan de erkende scholen en publieke kinderdagverblijven.

Ze is één jaar geldig en kan verkregen worden aan 75 €.

De aanvraag moet worden ingediend door het hoofd van de instelling of diens vertegenwoordiger en vergezeld zijn van een schoolvervoersplan of een equivalent.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- het inschrijvingsbewijs DIV van het voertuig
- een kopij van de identiteitskaart van het hoofd van de instelling of zijn vertegenwoordiger

e) aan de bezoekende automobilisten

Een retributie van 3 € per dag wordt ingesteld.

Deze kaart wordt toegekend onder de vorm van een krasbiljet. Zij is geldig in groene en blauwe **zone**.

Om het biljet te gebruiken, moet de automobilist er het kentekennummer op aanbrengen, het vakje van de dag wegkrassen, deze van de maand en het aankomstuur, en deze dan op een zichtbare wijze achter de voorruit te plaatsen. Eens geplaatst, laat dit biljet toe te parkeren voor de hele dag.

Dit biljet is verkrijgbaar in de verkooppunten vastgesteld door het College.

f) aan bedrijven of gezinnen eigenaar van een voertuig van meer dan 3,5 ton

Een **vrijstellingskaart** van 500 € wordt ingesteld, geldig voor één jaar.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- een kopij van zijn identiteitskaart
- het inschrijvingsbewijs DIV van het voertuig

Artikel 13 : Vrijstellingskaarten "standaard"

A) Vrijstellingskaart “zorgverlener van dringende medische hulp”

Deze **vrijstellingskaart** is bestemd voor de zorgverleners van dringende medische hulp.

Ze heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 200 €.

De **vrijstellingskaart** moet zichtbaar aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig aangebracht worden. Ze wordt vergezeld door de vermelding met het opschrift "interventie bezig" en de parkeerschijf dewelke het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

Worden als "zorgverlener van dringende medische hulp" beschouwd, de personen die medische zorgen toedienen en die over een RIZIV-nummer beschikken, wanneer zij gestuurd zijn om onmiddellijk passende zorg te verlenen aan éénieder van wie de gezondheidstoestand, omwille van een ongeval, een plotse ziekte of plotse complicatie van een ziekte, een dringende interventie vereist.

De kaart is geldig op het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- een kopij van zijn identiteitskaart
- het inschrijvingsbewijs DIV van het voertuig
- het bewijs dat hij over een RIZIV-nummer beschikt als individuele zorgverstrekker

B) Vrijstellingskaart “zorgverlener van niet- dringende medische hulp”

Deze **vrijstellingskaart** is bestemd voor de zorgverleners van **niet-dringend** medische hulp.

Ze heeft een geldigheidsduur van één jaar en wordt toegekend aan een tarief van 75 €.

Het gebruik van deze kaart is onderworpen aan de verplichting om deze zichtbaar aan de binnenzijde van de voorruit van het voertuig aan te brengen. Ze wordt vergezeld door de vermelding met het opschrift "interventie bezig" en de parkeerschijf dewelke het aankomstuur van de zorgverlener aangeeft.

De zorgverleners voor niet-dringende medische hulp omvatten ook de dierenartsen.

Deze kaart mag gebruikt worden in de groene en blauwe **zone** en in de evenementen**zone**.

De aanvrager moet de volgende documenten afleveren:

- een kopij van zijn identiteitskaart
- het inschrijvingsbewijs DIV van het voertuig
- bewijs dat het voertuig van de zorgverlener verbonden is aan organisaties erkend door de Franse Gemeenschapscommissie, de Vlaamse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

C) Vrijstellingskaart “autodelen”

De **vrijstellingskaarten** voor de voertuigen “autodelen” worden afgeleverd door het Parkeeragentschap, Gabrielle Petitstraat 32 te 1080 Brussel.

Deze **vrijstellingskaart** is bestemd specifiek voor de exploitanten van motorvoertuigen toegewezen aan het erkend systeem voor autodelen zoals bepaald in artikel 2 – definities “autodelen”.

De prijs van de kaart wordt vastgelegd op 5 € per voertuig per jaar.

Elke **vrijstellingskaart** is verbonden met slechts één kentekenplaat. Ze is enkel geldig wanneer het voertuig wordt gebruikt door een klant die betaald heeft voor de dienstverlening van een gedeeld voertuig.

Deze kaart mag gebruikt worden in de groene, en blauwe **zone** en in de evenementen**zone** alsook op de parkeerplaatsen voorbehouden voor **gedeelde voertuigen**.

Artikel 14 : Vrijstellingskaart “interventie”

Deze kaart wordt voorbehouden aan natuurlijke personen of rechtspersonen die aantonen dat ze, voor hun beroep, verschillende interventies in meerdere parkeersectoren van het Gewest dienen uit te voeren en die daar het bewijs van voorleggen.

De lijst van beroepen wordt door het College goedgekeurd.

Deze kaart mag gebruikt worden in de blauwe en groene **zone**.

De prijs van deze kaart is vastgesteld 90€/maand.

Artikel 15 : Bijzondere modaliteiten:

1) Voor de voertuigen minder dan 3.5T van volgende types (categorieën DIV):

- Aanhangwagen (alle types)
- Motorhome van meer dan 5,5 meter lang
- Takelwagen
- Kraanwagen
- Landbouwmaterieel
- Motorploeg
- Industrieel materieel
- Tractors

zal er geen parkeerkaart worden afgeleverd.

2) Het parkeren is gratis voor de gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van de Schaarbeekse Haard, van het OCMW en van de politie bij de uitvoering van hun openbare functie.

Titel III. Eindbepalingen

Artikel 16:

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5^{de} dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 25 juni 2014 bedoeld in de inleiding.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 26 november 2014.

Namens de raad :

David Neuprez
Gemeentesecretaris

Bernard Clerfayt
Burgemeester-Voorzitter